

Burundi : un scrutin présidentiel "plutôt paisible" selon l'ONU

UN News Centre, 23 juillet 2015

Après l'élection présidentielle au Burundi, l'ONU appelle toutes les parties à rester calmes. Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a pris note jeudi du déroulement plutôt paisible du scrutin présidentiel au Burundi le 21 juillet et a appelé toutes les parties prenantes à rester calmes. Le chef de l'ONU a également appelé toutes les parties prenantes à reprendre immédiatement un dialogue politique inclusif pour résoudre leurs différends et relever les défis auxquels est confronté le pays, a précisé son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Le Burundi connaît une grave crise politique depuis la démission du Président Pierre Nkurunziza d'être candidat à un troisième mandat. Des dizaines de milliers de Burundais ont fui vers les pays voisins pour échapper aux violences. Avant le scrutin, des experts des droits de l'homme des Nations Unies ont dénoncé le climat de répression et de peur qui ont entaché les élections législatives et locales du 29 juin et la campagne pour le scrutin présidentiel. M. Ban a rappelé jeudi aux autorités burundaises qu'elles avaient la responsabilité de protéger la population civile, de s'assurer que la violence cesse et que les auteurs des violations des droits humains commises rendent des comptes. « Le Secrétaire général appelle les parties burundaises à s'engager de bonne foi dans le dialogue politique en plaçant les intérêts nationaux du Burundi en premier et à pleinement mettre en œuvre les dispositions pertinentes des conclusions du Sommet de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) du 6 juillet, sous l'égide du Président de l'Ouganda, Yoweri Museveni », a ajouté le porte-parole. « L'Organisation des Nations Unies demeure déterminée à travailler en étroite collaboration avec la CAE et l'Union africaine pour aider à trouver une solution durable au Burundi ». La CAE est une organisation internationale rassemblant cinq pays de l'Afrique de l'est : Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie. Le Secrétaire général s'est félicité du déploiement d'observateurs des droits de l'homme et d'experts militaires de l'Union africaine « pour aider à prévenir une escalade de la violence et faciliter une résolution pacifique de la grave crise politique que connaît le Burundi ».